

Brochure n° 3002

**Convention collective nationale  
et accords nationaux**

**BÂTIMENT**

IDCC : 255. – **ETAM**

**(17<sup>e</sup> édition. – En préparation)**

---

Brochure n° 3193

**Convention collective nationale**

IDCC : 1596. – **BÂTIMENT**

**Ouvriers**

**(Entreprises occupant jusqu'à 10 salariés)**

**(11<sup>e</sup> édition. – Juillet 2005)**

---

Brochure n° 3258

**Convention collective nationale**

IDCC : 1597. – **BÂTIMENT**

**Ouvriers**

**(Entreprises occupant plus de 10 salariés)**

**(8<sup>e</sup> édition. – Juin 2005)**

---

AVENANT DU 13 AVRIL 2006  
RELATIF À L'INDEMNITÉ DES MAÎTRES D'APPRENTISSAGE  
(PICARDIE)

NOR : ASET0650600M

IDCC : 255, 1596, 1597

Entre :

L'union régionale CAPEB de Picardie ;  
La fédération française du bâtiment de Picardie ;  
La fédération du Nord-Est des SCOP-BTP,

D'une part, et

L'union régionale de Picardie CFDT ;  
L'union régionale de Picardie CFE-CGC ;  
L'union régionale de Picardie CFTC ;  
L'union régionale de Picardie Force ouvrière,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

Vu l'article 3 de l'accord du 13 juillet 2004 relatif à la formation, la certification, la charte et l'indemnisation des maîtres d'apprentissage dans le BTP, l'exercice de la fonction de maître d'apprentissage ouvre droit :

- soit au versement d'une indemnité spécifique pendant la durée du contrat d'apprentissage de l'apprenti concerné ;
- soit à l'accès au statut de maître d'apprentissage qui a pu être mis en place dans l'entreprise,

les organisations représentatives d'employeurs et de salariés se sont réunies et ont déterminé les modalités de versement de l'indemnité :

- 2 mois après le début du contrat : 125 € ;
- 30 juin mi-parcours : 125 € ;
- 31 décembre de la 2<sup>e</sup> année : 125 € ;
- fin de contrat : 125 €.

et ont décidé qu'un bilan d'étape serait présenté en CPREF et commission paritaire régionale d'ici à 1 an.

Conformément au code du travail, le présent accord sera déposé à la direction départementale du travail et de l'emploi de la Somme et remis aux secrétariats-greffes des conseils de prud'hommes de Picardie.

Les parties signataires demandent l'extension du présent accord au ministère du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle.

Fait à Amiens, le 13 avril 2006.

(Suivent les signatures.)